**Sections**
**de**
**Haute-Garonne**

# Le 13 octobre, on se mobilise !

## Journée inter-professionnelle pour les rémunérations !
## À la Fonction publique, au ministère, à la DGFiP, réclamons notre dû !
## Toutes et tous en grève et dans les manifestations !

L'ensemble des organisations syndicales inter-professionnelles appellent le monde du travail à une journée de mobilisation pour revendiquer la justice sociale, particulièrement par des politiques salariales et une répartition des richesses à la hauteur des difficultés de vivre de la population. Pour revendiquer également l'engagement d'une transition écologique socialement juste dès lors que, au-delà des drames qu'il provoque, le changement climatique impacte le travail et les conditions de son exercice, les emplois, les métiers, les compétences et les qualifications.

À la Fonction publique le ministre Guerini multiplie les provocations en faisant de la généralisation de la rémunération au mérite sa piste majeure de réponse à la question du pouvoir d'achat. Il annonce ainsi une loi rapidement ! Nous devons refuser cette mise en concurrence néfaste pour les personnels, mais aussi pour le service public !

Au ministère et à la DGFiP, comme nos organisations l'expriment dans la pétition « *nous sommes la DGFiP* » (que nous vous invitons à signer massivement), il y a urgence à exiger de réelles réponses sur nos revendications tant sur la rémunération que sur nos régimes indemnitaires. Les négociations indemnitaires en cours à la DGFiP doivent absolument répondre à nos exigences !

Paris le 5 septembre 2023

**NOUS SOMMES LA DGFIP**

Suppressions d'emplois, restructurations incessantes, missions malmenées, dégradations des conditions de travail, carrières bloquées, mutations empêchées, transferts ou créations de missions nouvelles, crise sanitaire... et pourtant **forts de notre attachement au service public républicain, l'engagement des agents de la DGFiP ne se dément pas. Nous sommes chaque fois au rendez-vous ! Ce 12 septembre 2023 s'engage, après deux ans d'attente, une négociation avec la DG sur notre régime indemnitaire.** la Direction générale doit maintenant prendre le temps et se donner les moyens de reconnaître enfin que la seule richesse de la DGFiP est l'investissement de ses agentes et de ses agents. **C'est elle qui, aujourd'hui, a rendez-vous avec les agents.**

**RECONNAITRE L'ENGAGEMENT DES PERSONNELS DE LA DGFIP EST UNE URGENCE. ELLE PASSE PAR UNE REVALORISATION PÉRENNE IMMÉDIATE DE LA RÉMUNÉRATION POUR TOUS !**

- Parce que notre pouvoir d'achat a fondu depuis 20 ans (notamment à cause du gel de la valeur du point d'indice -base de calcul de nos salaires- et l'accélération de l'inflation > 7 %).
- Parce que les 2 dernières maigres augmentations du point d'indice (3,5 % et 1,5%) ne compensent pas ce décrochage.
- Parce que d'autres secteurs de la Fonction publique ont, ou vont, bénéficier de revalorisations ... alors que nous, DGFiP, supportons les suppressions d'emplois (3 milliards d'euros d'économie) au prix d'une surcharge de travail, de restructurations incessantes et d'un accroissement des charges de travail !
- Parce que le régime indemnitaire DGFiP représentant environ le tiers de notre rémunération n'a connu que des revalorisations limitées et sectorielles.

**ALORS, JUSQU'A QUAND DEVRIONS-NOUS ACCEPTER DE RESTER AU BORD DE LA ROUTE SALARIALE ?**

Nous, agents de la DGFiP, avec le soutien de Solidaires Finances publiques, CGT Finances publiques, F.O.-DGFiP et l'alliance CFDT CFTC Finances publiques revendiquons, pour nos salaires, une véritable augmentation de la valeur du point d'indice et son indexation sur l'inflation, ainsi que :

**POUR NOS RÉGIMES INDEMNITAIRES :**

- **La revalorisation à 200 € mensuels avec application du taux normal de pension civile de l'Indemnité Mensuelle de Technicité (inchangée depuis 2017 !) ;**
- **La revalorisation de la valeur du point ACF (inchangée depuis 2009 !) ;**
- **L'attribution de 40 points d'ACF pour l'ensemble des personnels ;**
- **La revalorisation de la prime de rendement (inchangée depuis 2017 !) ;**
- **Le refus de tout dispositif de rémunération au mérite y compris pour les cadres intermédiaires ;**
- **La revalorisation à 50 € mensuels et le déplafonnement de l'allocation journalière forfaitaire de télétravail ;**
- **La revalorisation substantielle des remboursements de frais ;**
- **L'adaptation des ACF expertise, sujétions ou encadrement au regard de l'évolution des structures et des missions exercées par les agents de la DGFiP.**

**LA CONSTRUCTION D'UN RAPPORT DE FORCE EST INDISPENSABLE POUR QUE CES REVENDICATIONS LÉGITIMES ABOUTISSENT !**
**SIGNONS MASSIVEMENT LA PÉTITION**

Dès lors le rapport de force est nécessaire pour se faire entendre :

- Signez et faites signer la pétition unitaire « *Nous sommes la DGFiP* »
- Participez massivement, par la grève et la manifestation, à la journée du 13/10

## Pour les manifestations, rendez-vous à :

- **Toulouse, à 10h00, métro Saint-Cyprien**
- **Saint-Gaudens, à 15h30, place Jean Jaurès**
- **Muret, à 14h00, allées Niel**

# Le 13 octobre, en France et en Europe, mobilisons-nous contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité femmes-hommes !

En cette rentrée sociale, le pouvoir d achat et l'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux sont toujours les revendications prioritaires pour le monde du travail. La colère contre la réforme des retraites est intacte et des milliers de travailleurs seront pénalisés par son application à marche forcée le 1er septembre.

Alors que les profits explosent dans la plupart des grandes entreprises, plus que jamais un meilleur partage de la richesse produite est impératif. Des mesures ponctuelles et majoritairement financées par l'État sont insuffisantes pour répondre à l'inflation et l'augmentation des coûts tels que l'énergie, l'alimentation, le logement… **Nos organisations réaffirment ensemble que ce sujet nécessite une augmentation du SMIC et des politiques salariales dans les branches, les entreprises et la Fonction publique. Nous appelons les employeurs à ouvrir des négociations à tous les niveaux**. **Cette meilleure répartition des richesses au profit des salariés constitue également un levier puissant d'action pour la lutte contre les inégalités, notamment entre les femmes et les hommes.**

Cette année encore, l'été a mis en lumière les conséquences dramatiques du changement climatique et **la nécessité d' engager une transition écologique socialement juste**. Nous sommes toutes et tous concernés. Les impacts de cette transition écologique juste sont multiples et concernent à la fois les activités, les conditions de travail, les métiers, les emplois, les qualifications et les compétences. Pour répondre à ce défi majeur, il faut dès aujourd'hui apporter des solutions immédiates, anticiper les impacts et préparer les investissements nécessaires, sécuriser l'emploi des travailleuses et travailleurs et les associer aux choix qui les concernent. Au lieu de cela la fragilisation de l'industrie continue sous la pression des actionnaires.

Le PLF et le PLFSS en cours de préparation doivent être à la hauteur des enjeux de la période et de demain. Pour nos organisations ces projets doivent être porteurs de justice sociale. Dans ce cadre, **la conditionnalité des 150 à 200 milliards annuels d'aides aux entreprises doit être débattue. Le PLF et le PLFSS doivent renforcer nos services publics, à commencer par l'hôpital, l'école, l'enseignement supérieur et la recherche...**

Les négociations nationales qui vont se tenir, notamment en matière de retraites complémentaires et d'assurance chômage, dans les mois à venir seront capitales pour créer et renforcer les droits sociaux des travailleurs. **Nos organisations réaffirment la nécessité de répondre aux aspirations démocratiques des travailleurs pour une meilleure représentation collective en revenant sur les ordonnances travail et la loi de transformation de la fonction publique.**

L'ensemble de ces sujets sont partagés à l'échelle européenne. **Nos organisations, avec le mouvement syndical européen, sont mobilisées pour la solidarité, la transition écologique juste et contre les politiques d'austérité. Nos organisations appellent à une journée de mobilisations et de manifestation le vendredi 13 octobre 2023 contre l'austérité et pour l'augmentation des salaires, des pensions et l'égalité femme-homme.**